A propos de l’ouvrage collectif dirigé par Juan Grigera, *Argentina después de la convertibilidad (2002-2011)*, Imago Mundi, Buenos Aires, mars 2013, 304 pages. Disponible chez l’éditeur www.imagomundi.com.ar, 15€ plus frais de port.

Le parallèle entre la périphérie de la zone euro en crise, la Grèce en particulier, et l’Argentine de 2001 est souvent fait (dans le film *Debtocracy* par exemple). On connait l’histoire : un peu comme pour la zone euro, le gouvernement argentin avait choisi de se passer de monnaie autonome en fixant une parité fixe avec le dollar (la « convertibilité » : 1 peso argentin = 1 dollar). Cette parité, maintenue de 1991 à 2002, correspond à une période de néolibéralisme effréné : « privatisation des services publics, flexibilisation du travail, ouverture commerciale et financière » (p. IX)[1]. Ce modèle économique explosera dans une terrible crise financière, sociale et politique en décembre 2001. La population reprend alors l’initiative et, en quelques semaines, fait tomber quatre présidents. Le 23 décembre 2001, l’Argentine fait défaut sur le remboursement de la dette et, le 6 janvier 2002, la convertibilité est abandonnée[2].

Que c’est-il passé ensuite ? Les marines états-uniens ont-ils envahis l’Argentine ? La terre s’est-elle ouverte sous les pieds des argentins ? L’ouvrage collectif dirigé par Juan Grigera propose de revenir sur la décennie qui suit la fin de la convertibilité et surtout qui s’ouvre avec la mobilisation sociale de décembre 2001. « L’activité politique de cette période qui a ouvert des portes, tapé sur des casseroles, récupéré et remis en production plus de 200 usines, débattu en assemblée de quartier et a semblé faire sortir les épargnants de leur condition d’individus à relation bancaire, a constitué divers sujets politiques d’une force sociale inédite. Néanmoins, ces forces sociales, capables d’avoir un ‘‘moment hégémonique’’ juste après la crise, n’ont pu mettre en œuvre une stratégie (qui de toute évidence n’existait pas) ni empêcher un règlement suivant le schéma dominant » (p. X).

Politique et pouvoir sous le Kirchnerisme

La décennie qui s’ouvre en 2002 est celle des Kirchner : le mari Nestor d’abord, de 2003 à 2007, puis sa femme, Cristina Fernandez de Kirchner, dont le mandat doit s’achever en 2015. La première partie du livre s’intéresse donc à la politique et au pouvoir durant le

kirchnerisme. Pour Alberto Bonnet et Adrián Piva, il s'agit d'analyser la nouvelle forme que prend l'Etat capitaliste, cette « unité-dans-la-séparation entre le politique et l'économique » (p. 3). Les principales ruptures avec l'ordre financier néolibéral (fin de la convertibilité, moratoire sur la dette) ont été prises avant l'arrivée de Nestor Kirchner au pouvoir. Celui-ci rond avec le mode de gouvernement néolibéral : « si l'Etat sous Menem [le principal président, ultralibéral, des années 1990] cherchait à cacher le caractère politique (c'est-à-dire de classe) de son intervention derrière la logique du marché, l'Etat kirchneriste cherche à cacher qu'il impose dans les faits cette logique de marché en politisant (idéologiquement) son intervention » (p. 29).

Mariano Dagatti analyse dans un second chapitre le discours kirchneriste de refondation d'une hégémonie. Il s'agit d'« une triple revendication : une revendication de la démocratie dans la tradition du militantisme comme construction politique plurielle et diverse […] ; une revendication de la nation dans la tradition péroniste comme tissu social agglutinant […] ; et une revendication du capitalisme, arbitré par un ''Etat promoteur'' » (p. 61).

Pour Bonnet et Piva, on pourrait à première vue penser qu'un nouveau pouvoir hégémonique émerge, au moins jusqu'à ce que les effets de la crise mondiale ne se fassent sentir fin 2008. « Kirchner arbitre directement entre les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie du bloc au pouvoir, […] dans la tradition populiste » (p. 15). « Face à l'augmentation des luttes syndicales depuis 2003, il parvient à canaliser le conflit grâce à une logique de satisfaction graduelle des revendications, la plupart des conflits débuchant sur une résolution favorable aux demandes formulées par les travailleurs » (p. 26).

Pourtant, pour ces deux auteurs, le bloc au pouvoir n'a pas changé d'une décennie sur l'autre ; la pression de la lutte des classes n'a fait que fissurer la cohésion politique de la bourgeoisie. L'Etat qui en résulte est donc avant tout une version affaiblie du précédent, le manque de cohésion comme la faiblesse de l'Etat apparaissant avec la crise mondiale de 2008. L'arrivée au pouvoir de Cristina Fernandez de Kirchner coïncide en effet avec des difficultés économiques. La présidente se tourne alors vers l'agriculture exportatrice pour prélever de nouvelles rentrées fiscales, déclenchant un important conflit dont elle sortira vaincue.

Andrés Wainer poursuit l'analyse du bloc de pouvoir et la dynamique des rapports de force inter-bourgeois. La fin de la convertibilité signe pour le capital financier et des services publics privatisés la perte de leur position dominante ; il s'agit dès lors de chercher quelle « fraction de classe est capable de faire passer ses intérêts particuliers pour les intérêts de l'ensemble du capital » et d'« imposer un chemin d'accumulation conforme à ses intérêts qui garantisse en même temps l'expansion des autres membres du bloc au pouvoir » (p. 64). La fraction qui semble s'imposer est « la grande bourgeoisie industrielle[3] locale qui, il faut le souligner, se trouve fortement transnationalisée et se ''complète'' avec le capital étranger » (p. 92). Le caractère national de cette bourgeoisie est essentiellement discursif, puisque « parmi les 500 plus grandes entreprises, la part des bénéfices qui va à celles dont le capital est majoritairement étranger est passé de 35% en 1993 à 90% en 2005 » (p. 221).

Travail, classe ouvrière et conflit

Alejandro Schneider montre que la forte croissance économique du début de la décennie s'accompagne d'embauches massives d'ouvriers, en particulier dans la construction et

l'industrie manufacturière. On l'a vu, le climat est aux luttes et le gouvernement relance les conventions collectives et les négociations paritaires. « Cependant, les travailleurs précaires restent très nombreux, et ne sont pas concernées par les accords paritaires […] si bien que la brèche entre les différents groupes de salariés s'accroit » (p. 106). Le gouvernement comme les patrons ne comptent pas revenir sur cette forte précarisation héritée des années 1990. La situation des salariés en sous-traitance est d'ailleurs la seconde cause de conflit, après les revendications salariales. Le niveau de conflit s'explique également par l'arrivée d'une nouvelle génération de salariés, avec « une tradition syndicale faible voire nulle et en même temps une certaine réticence à la discipline et à l'autorité du capital » (p. 111).

La reprise économique et le climat social sont propices à l'apparition d'un syndicalisme de base composé, d'après un ouvrier de l'alimentation interrogé par Paula Varela, de « jeunes qui sont devenus militants de leur propres droits » (p. 116). Ce syndicalisme concentre son activité sur les conditions de travail : « les rythmes de travail, les horaires rotatifs, la naturalisation des heures supplémentaires qui de fait allongent la journée de travail moyenne, et surtout la sous-traitance » (p. 118). En effet, si les embauches rompent avec la décennie néolibérale, la précarité demeure. La dynamique du travail est donc à « l'augmentation de la quantité sur fond de maintien (et même d'approfondissement dans certains secteurs) de la [mauvaise] qualité : précarisation de la situation des salariés basée sur une fragmentation extrême de la force de travail » (p. 124). Dans l'industrie manufacturière analysée par Clara Marticorena, « la récupération du niveau de salaire opérée ces dernières années, récupération inégale suivant le type de contrat de travail, […] s'est faite sur la base d'une importante augmentation du taux d'exploitation qui a garantit des niveau de profit qui restent aujourd'hui élevés par rapport aux années de la convertibilité » (p.161).

Ce syndicalisme de base étudié par Paula Varela est animé d'un fort sentiment antibureaucratique contre les directions syndicales. Il reproche à la principale confédération, la CGT, créée par le général Perón au sortir de la seconde guerre mondiale, son fonctionnement corporatiste de défense exclusive des salariés statutaires au détriment des précaires. La direction de la CGT entretient des liens étroits avec le gouvernement et le capital. Ainsi, si Kirchner a nationalisé les chemins de fer Roca, sauvant les emplois des cheminots statutaires défendus par la CGT, les emplois précaires sont restés hors du périmètre de la nationalisation, employés par des sous-traitants dont le propriétaire n'est autre… que la CGT ! Il est établit que la CGT assure elle-même la répression des sous-traitants depuis la condamnation de plusieurs dirigeants et hommes de main du syndicat pour l'assassinat du jeune militant trotskiste Mariano Ferreyra qui tentait d'occuper les voies avec des précaires[4]. Dans ce cadre, le dynamisme du « syndicalisme de base est l'expression des contradictions entre la restauration sociale et syndicale de la classe des travailleurs en Argentine et le rôle de garant des conditions d'exploitation néolibérales assurées par les directions syndicales » (p. 124).

Capital, accumulation et développement

Le mécanisme de relance de l'économie permis par la fin de la convertibilité est décrit par Gastón Ángel Varesi. « Le modèle de la post-convertibilité commence à se configurer à partir de six politiques fondatrices : la dévaluation, la taxation des exportations, une conversion asymétrique des dettes et des dépôts de dollar à peso, le ''sauvetage'' du capital financier, le défaut [de paiement de la dette], le gèle et la renégociation des tarifs

[des services publics privatisés]. La dévaluation entraîne un taux de change compétitif au niveau international qui dynamise les exportations ; la taxation de celles-ci et l’augmentation du recouvrement fiscal ont permis de redresser les comptes publics » (p. 198-199).

Pour Juan Grigera et Matías Eskenazi, la période de sortie de la crise de 2001 correspond à une phase de récupération, « sur la base des capacités de production déjà installées et d’un lent retour de l’investissement, de 2002 à fin 2004 ». Ensuite s’instaure une nouvelle « normalité » accumulatrice, avec une croissante « dépendante en dernière instance du commerce extérieur, lui-même basé sur la ‘‘compétitivité’’ constituée par la relation complexe entre productivité du travail, prix internationaux, taux de change et ‘‘coûts du travail’’ ».

Lorsque surgit la crise internationale en 2008 « le gouvernement lance un vaste plan anticrise » qui marque pour Gastón Ángel Varesi le « caractère néo-développementiste du projet du gouvernement ». Celui-ci dévalue le peso et met en place des mesures de protection commerciale afin de « maintenir les piliers de stabilité du modèle (excédents commercial et fiscal) et de réduire l’impact de la crise sur le PIB et l’emploi. On observe un fort accroissement des dépenses publiques pour soutenir la demande et stimuler l’économie, contrastant clairement avec les plans d’ajustement imposés par l’Union européenne à l’Espagne et à la Grèce. Loin de réaliser un nouveau ‘‘sauvetage’’ du secteur financier[5] comme l’ont fait les pays du centre, on a nationalisé les fonds de pensions, l’Etat se donnant ainsi des revenus déterminants pour le financement du plan anticrise » (p. 219). Cette mesure a dégagé « des fonds accumulés à hauteur de 97 milliards de pesos [20 milliards d’euros et …] des versements annuels estimés entre 12 et 15 milliards de pesos [entre 2,5 et 3 milliards d’euros] » (p. 214).

L’ensemble des mesures participe d’un « processus de radicalisation progressiste : ayant perdu le soutien d’une partie de la classe dominante [avec le conflit agraire] et faisant face à une alternative en structuration à droite, le kirchnerisme approfondit sa stratégie de confrontation avec ses adversaires et s’appuie d’avantage sur ses alliés du secteur productif et sur les classes subalternes. […]. La crise inter-bourgeoise de la dernière période « génère un cadre propice au développement d’autres luttes favorables aux classes subalternes » (p. 219) conduisant par exemple à l’adoption en 2010 du mariage « égalitaire » ouvert aux homosexuels.

D’un point de vue économique, la crise mondiale pèse sur la nouvelle ‘‘normalité’’ économique argentine, que Juan Grigera et Matías Eskenazi décrivent comme un « triangle complexe » de tensions, « l’inflation pesant sur le taux de change, la structure du commerce extérieur sur l’excédent commercial et la dette externe sur l’excédent fiscal » (p. 191). Au centre de ce triangle, « la ‘‘dualité structurelle’’ du secteur manufacturier fait qu’une centaine d’entreprises liées aux matières premières possède une balance commerciale positive (15,8 milliards de dollars) alors que le reste est hautement déficitaire (16,5 milliards de dollars), ce qui souligne le pouvoir social de cet ensemble d’agents détenteurs de devises et en voie de concentration » (p. 221). Le caractère progressiste du projet du kirchnerisme est donc limité par les intérêts de cette fraction dominante de la bourgeoisie, principalement exportatrice, pour laquelle « le salaire, loin d’apparaitre comme une condition fondamentale de réalisation du capital, tend à représenter un coût, qu’il s’agit de limiter » (p. 220).

La bourgeoisie exportatrice argentine ne se réduit pas au capital agro-industriel : Laura Alvarez et Claudia Composto nous apprennent que le secteur minier a reçu un

investissement de près de 2 milliards de dollars au cours des années 1990, entrainant une croissance des exportations au taux annuel moyen de 106%, (p. 236-237). Comme pour la précarité, l’arrivée du kirchnerisme marque « une continuité et même un approfondissement des politiques publiques dirigées vers le secteur » minier (p. 228). Les investissements se poursuivent malgré la crise de 2001 comme dans la ville d’Esquel où la multinationale canadienne Meridian Gold Inc. projette d’investir 120 millions de dollars et de créer 400 emplois en juillet 2002. Dans cette ville, la crise n’a pas laissé qu’un taux de chômage de 40% : sa population a appris à « se battre pour récupérer sa capacité de décision et d’action par la construction de liens de solidarité et de coopération et à se méfier des promesses après une longue décennie de néolibéralisme » (p. 242). Une réunion de 600 habitants en novembre 2002 fonde l’Assemblée des Voisins Autoconvoqués et manifeste contre le conseil municipal, obtenant le report indéfini de l’autorisation d’exploitation. « Lors de la consultation populaire historique du 23 mars 2003, 81% de la population s’exprime pour le ‘‘Non à la mine’’ » (p. 246).

Dans les mois qui suivent, l’expérience d’Esquel inspire une multitude d’assemblées et d’organisations sociales, dont certaines communautés des ‘‘peuples originaires’’. Ces groupes s’organisent au sein de « l’Union des Assemblées Citoyennes fin 2006, un réseau qui structure toutes les expressions de résistance contre les différentes formes ‘‘de saccage et de pollution’’, en particuliers contre les mines à ciel ouvert et la monoculture de soja » (p. 246). Les mobilisations obtiendront des lois contre les mines dans un tiers des provinces argentines. Il s’agit pourtant de victoires limitées, concédées dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par le gouvernement « de concessions marginales – principalement discursives, avec des effets matériels diffus et difficiles à vérifier – en vue de l’affaiblissement des opposants, l’intégration de leurs revendications et la neutralisation des antagonismes, sur fond de croissance exponentiel et de consolidation définitive de l’exploitation minière à grande échelle dans le pays » (p. 264).

Conclusion

A la lecture de ce livre, on mesure l’influence à long terme des mobilisations de décembre 2001 qui ont marqué la fin de la longue décennie néolibérale et de la convertibilité peso-dollar. En plus d’imposer une sortie de crise plus favorable aux travailleurs, le militantisme s’est installé pour longtemps dans le paysage argentin sur tous les terrains : chômeurs, travailleurs des usines récupérées et des coopératives, syndicalistes de base, citoyens, militants écologistes ou LGBT… la mobilisation est devenue une forme légitime de participation politique. La principale habilité du kirchnerisme a peut-être été de s’appuyer sur ces mobilisations tout en parvenant à assurer des taux de profits important aux principaux secteurs du capital.

A la fin de cette décennie, si le bloc au pouvoir est fragilisé et divisé, l’opposition de droite à Cristina Fernandez de Kirchner n’apparait pas encore comme une alternative crédible. Le niveau de mobilisation des classes populaires reste élevé, et, après un long processus, une partie de la gauche sociale, initialement proche de l’autonomisme, a décidé de prendre parti (Marea popular, COB la Brecha, FPDS). Cette « nouvelle gauche », issue des mobilisations de la fin des années 1990 (le moment de l’altermondialisme à l’échelle mondiale) et forte de l’expérience de 2001, pourrait présenter ces premiers candidats aux élections législatives d’octobre 2013.

Les organisations politiques plus traditionnelles d’opposition de gauche au gouvernement

ne sont pas traitées dans l’ouvrage (PO, PTS, MST), le mouvement social apparaissant principalement au travers du syndicalisme de base et des mobilisations environnementales. Si d’importantes politiques sociales du kirchnerisme ont pour objet la famille, le livre ne rend pas non plus compte de l’existence de luttes des femmes. S’agit-il d’un effet de minimisation du à l’optique économique de l’ouvrage ou d’une réelle faiblesse des mobilisations ? Toujours est-il que la chronologie du progrès des droits en Argentine est surprenante pour le lecteur européen : alors que les gays et les lesbiennes peuvent se marier depuis 2010 et que les trans peuvent choisir leur sexe officiel depuis 2012, l’avortement est toujours interdit, causant la mort de 300 femmes chaque année lors d’avortement clandestins.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d’origine activée.

références

références

⇧1 Les citations sont issues de Juan Grigera, *Argentina después de la convertibilidad (2002-2011)*, Imago Mundi, Buenos Aires, mars 2013, et traduites par nous.

⇧2 Pour une analyse de la convertibilité, voir par exemple Bonnet, Alberto, « Diciembre de 2001: la resistencia de los ajustados », *Herramienta*, n°46, mars 2011, http://www.herramienta.com.ar/revista-herramienta-n-46/diciembre-de-2001-la-resistencia-de-los-ajustados

⇧3 Ici, il convient de souligner pour le lecteur du Nord qu’en Argentine industrie et agriculture ne s’oppose pas, mais qu’on contraire la croissance industrielle est, dès son origine (chemin de fer, frigorifiques, industrie alimentaire), subordonnée aux niveaux des prix internationaux des matières premières agricoles.

⇧4 Voir à ce propos le livre de Diego Rojas, *¿Quién mató a Mariano Ferreyra?*, Buenos Aires, Norma, 2011, 240 pages et le film du même titre d’Alejandro Rath et Julián Morcillo, Ojo Obrero, Puente Films, Argentine, 2013, 95 minutes.

⇧5 Il faut nuancer ce point : pour lutter contre la fuite des capitaux (et/ou protéger certains proches), le gouvernement lance une opération de blanchiment des capitaux : « on accorde des réductions d’impôts en vue d’obtenir la déclaration des fonds de résidents locaux placés à l’étranger et leur investissement dans l’économie argentine. Cette mesure a permis le blanchissement de 18 milliards de pesos [3.7 milliards d’euros] impliquant 35 000 contribuables » (p. 212). Un second blanchiment vient d’être voté en mai 2013.